

3^e séance

Annexes

DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 12 juillet 2006, de M. le Premier ministre, un projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2006-461 du 21 avril 2006 réformant la saisie immobilière.

Ce projet de loi, n° 3266, est renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 19 juillet 2006, de M. le Premier ministre, un projet de loi relatif au régime d'autorisation des opérations d'intermédiation et d'achat pour revendre et modifiant le code de la défense.

Ce projet de loi, n° 3269, est renvoyé à la commission de la défense nationale et des forces armées, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 19 juillet 2006, de M. le Premier ministre, un projet de loi relatif aux emplois réservés et portant dispositions diverses relatives à la défense.

Ce projet de loi, n° 3270, est renvoyé à la commission de la défense nationale et des forces armées, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 26 juillet 2006, de M. le Premier ministre, un projet de loi portant adaptation du droit pénal à l'institution de la Cour pénale internationale.

Ce projet de loi, n° 3271, est renvoyé à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 26 juillet 2006, de M. le Premier ministre un projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2006-594 du 23 mai 2006 portant adaptation de la législation relative aux céréales et modifiant le livre VI du code rural.

Ce projet de loi, n° 3272, est renvoyé à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 26 juillet 2006, de M. le Premier ministre un projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2006-596 du 23 mai 2006 relative à la partie législative du code du sport.

Ce projet de loi, n° 3273, est renvoyé à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 1^{er} août 2006, de M. le Premier ministre un projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre la France et les États-Unis du Mexique sur le mécanisme de développement propre dans le cadre du protocole de Kyoto.

Ce projet de loi, n° 3274, est renvoyé à la commission des affaires étrangères, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 25 août 2006, de M. le Premier ministre, un projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2006-637 du 1^{er} juin 2006 portant refonte du code de justice militaire (partie Législative) et modifiant le code de la défense et le code de justice militaire.

Ce projet de loi, n° 3275, est renvoyé à la commission de la défense nationale et des forces armées, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 30 août 2006, de M. le Premier ministre, un projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc relatif au statut de leurs forces.

Ce projet de loi, n° 3276, est renvoyé à la commission des affaires étrangères, en application de l'article 83 du règlement.

DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT N° 3301

Présentée par M. le Premier ministre sur la situation au Proche-Orient et la participation de la France à la mise en œuvre de la résolution 1701 (2006) adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies.

DÉPÔT D'UNE MOTION EN APPLICATION DE L'ARTICLE 72-4 DE LA CONSTITUTION

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 17 juillet 2006, de M. Mansour Kamardine, une motion, déposée en application de l'article 72-4 de la Constitution, tendant à proposer au Président de la République de consulter les électeurs de Mayotte.

Cette motion, n° 3268, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

DÉPÔT D'UNE PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 17 juillet 2006, de M. Mansour Kamardine, une proposition de loi organique visant à ériger Mayotte en département.

Cette proposition de loi organique, n° 3267, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

DÉPÔT DE PROPOSITIONS DE LOI

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 6 juillet 2006, de M. Serge Roques, une proposition de loi visant à instaurer une journée de la prévention pour favoriser un état d'esprit ouvert aux gestes ou réflexes et aux modes de vie qui sauvent.

Cette proposition de loi, n° 3258, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 6 juillet 2006, de M. Christian Vanneste, une proposition de loi portant modification de certaines dispositions introduites par la loi portant création de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité.

Cette proposition de loi, n° 3259, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 6 juillet 2006, de Mme Christiane Taubira, une proposition de loi visant à appliquer le principe de continuité territoriale à l'intérieur du territoire guyanais.

Cette proposition de loi, n° 3260, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 6 juillet 2006, de M. Alain Suguenot, une proposition de loi visant à étendre le principe de la conduite accompagnée aux candidats ayant échoué à l'examen du code de la route.

Cette proposition de loi, n° 3261, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 6 juillet 2006, de M. Pierre Lellouche, une proposition de loi visant à modifier l'article L. 221-5 du code du travail afin de permettre l'ouverture des commerces le dimanche.

Cette proposition de loi, n° 3262, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 6 juillet 2006, de M. Christophe Masse, une proposition de loi tendant à réduire les risques pour la santé publique des installations et des appareils de téléphonie mobile.

Cette proposition de loi, n° 3263, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 6 juillet 2006, de Mme Véronique Besse, une proposition de loi visant à interdire l'organisation de rave party.

Cette proposition de loi, n° 3264, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 31 août 2006, de M. Jean-Michel Ferrand, une proposition de loi tendant à aligner sur le droit commun la taxe professionnelle des professionnels libéraux employant moins de cinq salariés.

Cette proposition de loi, n° 3279, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 31 août 2006, de M. Jean-Christophe Lagarde, une proposition de loi sur la prévention de la délinquance dans les immeubles locatifs sociaux.

Cette proposition de loi, n° 3280, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 31 août 2006, de M. Georges Colombier, une proposition de loi relative à la prise en compte des adoptions multiples et des adoptions intervenues avant le 1^{er} octobre 1978 pour la retraite des fonctionnaires.

Cette proposition de loi, n° 3281, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 31 août 2006, de M. Yves Censi, une proposition de loi visant à compléter le droit syndical des maîtres de l'enseignement privé sous contrat.

Cette proposition de loi, n° 3282, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 31 août 2006, de M. Jacques Myard, une proposition de loi visant à créer une Unité disciplinaire d'insertion pour les jeunes.

Cette proposition de loi, n° 3283, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 31 août 2006, de M. Jean-Luc Warsmann, une proposition de loi visant à étendre aux victimes d'un accident de la circulation dans lequel est impliqué un tramway, le bénéfice des dispositifs d'indemnisation prévus aux articles 1^{er} de la loi du 5 juillet 1985 et L. 211-8 du code des assurances.

Cette proposition de loi, n° 3284, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 31 août 2006, de M. Jean-Luc Warsmann, une proposition de loi de simplification portant abrogation de la loi du 1^{er} décembre 1790 portant institution d'un tribunal de cassation et réglant sa composition, son organisation et ses attributions.

Cette proposition de loi, n° 3285, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 31 août 2006, de M. Jean-Luc Warsmann, une proposition de loi de simplification portant abrogation de la loi du 22 mai 1915 sur le recel.

Cette proposition de loi, n° 3286, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 31 août 2006, de M. Jean-Luc Warsmann, une proposition de loi visant à assouplir les conditions de constitution du délit d'abus frauduleux de l'état d'ignorance ou de la situation de faiblesse d'un mineur ou d'une personne vulnérable.

Cette proposition de loi, n° 3287, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 31 août 2006, de M. Jean-Luc Warsmann, une proposition de loi de simplification portant abrogation du deuxième alinéa de l'article 1384 et de l'article 1386 du code civil.

Cette proposition de loi, n° 3288, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 31 août 2006, de M. Jean-Luc Warsmann, une proposition de loi visant à étendre le bénéfice de l'indemnisation prévue par la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 à toutes les victimes d'accidents de la circulation entrant dans la catégorie des accidents du travail.

Cette proposition de loi, n° 3289, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 31 août 2006, de M. Jean-Luc Warsmann, une proposition de loi visant à rectifier le renvoi aux articles du code de procédure pénale, fait par le second alinéa de l'article 205 du code de justice militaire et L. 221-4 de la nouvelle partie législative du même code, concernant la formation du jury composant le tribunal aux armées en temps de paix et hors le territoire de la République.

Cette proposition de loi, n° 3290, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 31 août 2006, de M. Jean-Luc Warsmann, une proposition de loi visant à prévoir expressément dans le code de procédure pénale, la possibilité pour une partie civile, personne morale, de faire délivrer une citation par huissier.

Cette proposition de loi, n° 3291, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 31 août 2006, de M. Jean-Luc Warsmann, une proposition de loi de simplification portant abrogation de la loi du 2 avril 1941 sur le divorce et la séparation de corps.

Cette proposition de loi, n° 3292, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 31 août 2006, de M. Jean-Luc Warsmann, une proposition de loi de simplification portant abrogation de la loi du 19 janvier 1942 relative aux biens mis sous séquestre en conséquence d'une mesure de sûreté générale.

Cette proposition de loi, n° 3293, est renvoyée à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 31 août 2006, de M. Jean-Luc Warsmann, une proposition de loi de simplification portant abrogation de l'ordonnance du 3 juillet 1816 qui règle le mode de transmission des fonctions d'agents de change et de courtiers de commerce, en cas de démission ou de décès.

Cette proposition de loi, n° 3294, est renvoyée à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 31 août 2006, de M. Georges Colombier, une proposition de loi tendant à assouplir les conditions d'attribution de l'aide personnalisée au logement aux personnes âgées hébergées en établissement.

Cette proposition de loi, n° 3295, est renvoyée à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 31 août 2006, de M. Christian Vanneste, une proposition de loi visant à permettre au ministre de l'éducation nationale de s'opposer à des dénominations d'établissements abusives.

Cette proposition de loi, n° 3296, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 31 août 2006, de M. Christophe Masse, une proposition de loi visant à interdire la vente nocturne de boissons alcoolisées à emporter dans les commerces de détail.

Cette proposition de loi, n° 3297, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 31 août 2006, de M. Christian Vanneste, une proposition de loi visant à modifier la composition du Conseil des prélèvements obligatoires.

Cette proposition de loi, n° 3298, est renvoyée à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 31 août 2006, de M. Yves Bur, une proposition de loi instituant un abattement pour l'assujettissement à cotisations sociales des revenus tirés de la location-gérance d'un fonds de commerce ou d'un établissement artisanal.

Cette proposition de loi, n° 3299, est renvoyée à la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 31 août 2006, de M. Maurice Leroy, une proposition de loi relative à l'extension du droit à réparation à tous les pupilles de la Nation, orphelins de guerre ou du devoir.

Cette proposition de loi, n° 3300, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

DÉPÔT DE PROPOSITIONS DE RÉOLUTION

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 4 juillet 2006, de M. René André, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne, une proposition de résolution sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour 2007, déposée en application de l'article 151-1 du règlement.

Cette proposition de résolution, n° 3241, est renvoyée à la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, en application de l'article 83 du règlement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 5 juillet 2006, de M. Jean-Paul Garraud, une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer les compétences, le financement et les résultats de la mission interministérielle de lutte contre les drogues et la toxicomanie.

Cette proposition de résolution, n° 3250, est renvoyée à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, en application de l'article 83 du règlement.

DÉPÔT DE RAPPORTS

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 31 août 2006, de M. Jean-Claude Lenoir, un rapport, n° 3278, fait au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le projet de loi relatif au secteur de l'énergie (n° 3201).

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 5 juillet 2006, de Mme Valérie Pécresse, un rapport, n° 3256, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi, adopté par le Sénat, réformant la protection de l'enfance (n° 3184).

DÉPÔT DE RAPPORTS EN APPLICATION DE LOIS

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 4 juillet 2006, de M. le président de la Commission de régulation de l'énergie, en application de l'article 32 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité, le septième rapport d'activité de la Commission de régulation de l'énergie.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 4 juillet 2006, de M. le président du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage, en application de l'article L. 3612-1 du code de la santé publique, le rapport d'activité au Gouvernement et au Parlement du Conseil de prévention et de lutte contre le dopage portant sur l'année 2005.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 5 juillet 2006, de M. le Premier ministre, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit, le rapport sur la mise en application de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 7 juillet 2006, de M. le Premier ministre, en application de l'article 53 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2001 (n° 2000-1257 du 23 décembre 2000), le 5^e rapport d'activité du Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante (Fiva) (juin 2005-mai 2006).

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 7 juillet 2006, de M. le Premier ministre, en application du III de l'article 120 de la loi de finances pour 1992 (n° 91-1322 du 30 décembre 1991), le rapport sur les conditions de mise en œuvre de l'agrément prévu en faveur des investissements réalisés outre-mer dans certains secteurs économiques en 2005.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 19 juillet 2006, de M. le Premier ministre, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit, le rapport relatif à la mise en application de la loi organique n° 2005-821 du 20 juillet 2005 modifiant la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et de la loi n° 2005-822 du 20 juillet 2005 modifiant la loi n° 82-471 du 7 juin 1982 relative à l'Assemblée des Français de l'étranger.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 24 juillet 2006, de M. le Premier ministre, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit, le rapport sur la mise en application de la loi n° 2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 28 juillet 2006, de M. le Premier ministre, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit, le rapport sur la mise en application de la loi n° 2004-1484 du 30 décembre 2004 de finances pour 2005.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 28 juillet 2006, de M. le Premier ministre, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit, le rapport sur la mise en application de la loi n° 2004-1485 du 30 décembre 2004 de finances rectificative pour 2004.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 28 juillet 2006, de M. le Premier ministre, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit, le rapport sur la mise en application de la loi n° 2004-1487 du 30 décembre 2004 relative à l'ouverture du capital de Dcn et à la création par celle-ci de filiales.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 28 juillet 2006, de M. le Premier ministre, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit, le rapport sur la mise en application de la loi n° 2005-358 du 20 avril 2005 tendant à créer un Conseil des prélèvements obligatoires.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 28 juillet 2006, de M. le Premier ministre, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification

du droit, le rapport sur la mise en application de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 28 juillet 2006, de M. le Premier ministre, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit, le rapport sur la mise en application de la loi n° 2005-811 du 20 juillet 2005 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine des marchés financiers.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 31 juillet 2006, de M. le Premier ministre, en application de l'article 52 de la loi n° 2003-239 pour la sécurité intérieure du 18 mars 2003, le rapport faisant état de la situation démographique, sanitaire et sociale des personnes prostituées ainsi que des moyens dont disposent les associations et les organismes qui leur viennent en aide.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 17 août 2006, de M. le Premier ministre, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit, le rapport sur la mise en application de la loi n° 2005-47 du 26 janvier 2005 relative aux compétences du tribunal d'instance, de la juridiction de proximité et du tribunal de grande instance.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 17 août 2006, de M. le Premier ministre, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit, le rapport sur la mise en application de la loi n° 2005-750 du 4 juillet 2005 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la justice.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 17 août 2006, de M. le Premier ministre, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit, le rapport sur la mise en application de la loi n° 2005-1549 du 12 décembre 2005 relative au traitement de la récidive des infractions pénales.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 18 août 2006, de M. le Premier ministre, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit, le rapport sur la mise en application de la loi n° 2005-1319 du 26 octobre 2005 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 22 août 2006, de M. le Premier ministre, en application de l'article L. 111-11 du code de la sécurité sociale, le rapport 2006 de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 22 août 2006, de M. le Premier ministre, le rapport déposé en application de l'article L.O. 1114-4 du code général des collectivités territoriales.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 22 août 2006, de M. le Premier ministre, en application de l'article 5 de la loi organique n° 2004-758 du 29 juillet 2004, le rapport relatif à l'autonomie financière des collectivités territoriales.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 25 août 2006, de M. le Premier ministre, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit, le rapport sur la mise en application de la loi n° 2006-64 du 23 janvier 2006 relative à la lutte contre le terrorisme et portant diverses dispositions relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 5 septembre 2006, de M. le Premier ministre, en application de l'article L. 1333-7 du code de la défense, le rapport sur la protection et le contrôle des matières nucléaires (année 2005).

DÉPÔT DE RAPPORTS SUR DES PROPOSITIONS DE RÉSOLUTIONS

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 4 juillet 2006, de M. Gilles Carrez, un rapport, n° 3243, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur

la proposition de résolution de M. René André, rapporteur de la délégation pour l'Union européenne sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour 2007 (3241).

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 5 juillet 2006, de M. Jean-Claude Lenoir, un rapport, n° 3244, fait au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de résolution de M. Jean-Pierre Balligand et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête relative au projet de fusion entre Gaz de France et Suez, aux conditions de sa préparation et de son annonce et aux conséquences de la privatisation de Gaz de France pour les usagers et l'équilibre du marché de l'énergie (3017).

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 5 juillet 2006, de M. Jean-Claude Lenoir, un rapport, n° 3245, fait au nom de la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur la proposition de résolution de M. François Brottes et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de formation des prix sur le marché de l'électricité, sur leurs conséquences pour les entreprises et les particuliers et sur la nécessité de mettre en œuvre des mécanismes de régulation (3071).

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 5 juillet 2006, de M. Olivier Dassault, un rapport, n° 3246, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la proposition de résolution de M. Philippe Cochet et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'appauvrissement de la France en raison de l'expatriation des patrimoines et des contribuables (3135).

DÉPÔT DE RAPPORTS D'INFORMATION

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 4 juillet 2006, de M. Christian Philip, un rapport d'information, n° 3239, déposé par la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la transposition des directives européennes.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 4 juillet 2006, de M. René André, un rapport d'information, n° 3240, déposé par la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'avant-projet de budget général des Communautés européennes pour 2007 (Sec [2006] 531 final / E 3175)(Sec [2006] 762 final / E 3173).

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 4 juillet 2006, de M. Bertho Audifax un rapport d'information, n° 3242, déposé en application de l'article 145 du règlement, par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur l'épidémie à virus chikungunya à la Réunion et à Mayotte.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 5 juillet 2006, de M. Pierre Méhaignerie un rapport d'information, n° 3247, déposé en application de l'article 145 du règlement, par la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la recevabilité financière dans la procédure législative à l'Assemblée nationale.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 5 juillet 2006, de M. Alain Marleix, un rapport d'information, n° 3248, déposé en application de l'article 146 du règlement, par la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les relations agricoles franco-américaines.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 5 juillet 2006, de M. Gérard Bapt, un rapport d'information, n° 3249, déposé en application de l'article 146 du règlement, par la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur la mise en œuvre du plan cancer.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 5 juillet 2006, de M. Jean-Claude Lefort, un rapport d'information, n° 3251, déposé par la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la négociation des accords de partenariat économique avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 5 juillet 2006, de MM. Pierre Lequiller, Bernard Deflesselles, François Guillaume, Marc Laffineur et Thierry Mariani, un rapport d'information, n° 3252, déposé par la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 15 juin au 29 juin 2006 (nos E 3165, E 3167, E 3168, E 3172 et E 3178) et sur les textes nos E 2667, E 2839, E 2935, E 2993, E 3094, E 3097, E 3098, E 3103 annexe 4, E 3132, E 3140 à E 3142, E 3152 à E 3154 et E 3162.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 5 juillet 2006, de M. Léonce Deprez un rapport d'information, n° 3253, déposé en application de l'article 145 du règlement, par la commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire sur le devenir de l'industrie papetière et des industries dépendantes.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 5 juillet 2006, de MM. François Cornut-Gentille et Jean-Claude Viollet un rapport d'information, n° 3254, déposé en application de l'article 145 du règlement, par la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en conclusion des travaux de la mission d'évaluation et de contrôle sur les programmes d'armement : l'exemple du véhicule blindé de combat d'infanterie.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 5 juillet 2006, de MM. Jérôme Chartier et Éric Woerth un rapport d'information, n° 3255, déposé en application de l'article 145 du règlement, par la commission des finances, de l'économie générale et du Plan en conclusion des travaux de la mission d'évaluation et de contrôle sur les services de l'État à l'étranger.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 5 juillet 2006, de M. Mansour Kamardine un rapport d'information, n° 3257, déposé en application de l'article 145 du règlement, par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur les minima sociaux à Mayotte.

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 12 juillet 2006, de M. Jean-Marie Rolland un rapport d'information, n° 3265, déposé en application de l'article 145 du règlement, par la commission des affaires culturelles, familiales et sociales en conclusion des travaux de la mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la sécurité sociale sur la tarification à l'activité dans les établissements de santé.

DÉPÔT D'UN AVIS

M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 30 août 2006, de M. Hervé Novelli, un avis, n° 3277, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur les articles 4, 10, 11 et 12 du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (n° 3201).

RECTIFICATIF

Changement de titre

Journal officiel (Compte rendu intégral) du 28 juin 2006 n° 60 bis A.N.

Annexes, Dépôt de propositions de loi, page 19, 1^{re} colonne, 10^e alinéa, **lire** :

« M. le président de l'Assemblée nationale a reçu, le 28 juin 2006, de M. Marc Laffineur, une proposition de loi visant à assurer l'indemnisation par l'État des enfants **mineurs** de personnes victimes d'erreurs judiciaires. »

DÉCÈS ET REMPLACEMENT D'UNE DÉPUTÉE

M. le président de l'Assemblée nationale a la tristesse de faire part du décès de Nathalie Gautier, députée de la sixième circonscription du Rhône, survenu le 1^{er} septembre 2006.

Par une communication du 1^{er} septembre 2006 faite en application des articles L.O. 176-1 et L.O. 179 du code électoral, M. le ministre de l'intérieur a informé M. le Président de l'Assem-

blée nationale que Nathalie Gautier est remplacée jusqu'au renouvellement de l'Assemblée nationale par M. Lilian Zanchi, élu en même temps qu'elle à cet effet.

MODIFICATIONS À LA COMPOSITION DES GROUPES

(*Journal officiel*, Lois et décrets, du 7 juillet 2006)

GRUPE DE L'UNION POUR UN MOUVEMENT POPULAIRE

(354 membres au lieu de 353)

Ajouter le nom de M. Robert Diat.

LISTE DES DÉPUTÉS N'APPARTENANT À AUCUN GROUPE

(11 au lieu de 12)

Supprimer le nom de M. Robert Diat.

(*Journal officiel*, Lois et décrets, du 2 septembre 2006)

GRUPE SOCIALISTE

(141 membres au lieu de 142)

Supprimer le nom de Nathalie Gautier.

LISTE DES DÉPUTÉS N'APPARTENANT À AUCUN GROUPE

(12 au lieu de 11)

Ajouter le nom de M. Lilian Zanchi.

ORGANISMES EXTRAPARLEMENTAIRES

CONSEIL D'ORIENTATION POUR L'EMPLOI

(1 poste à pourvoir)

M. le président de l'Assemblée nationale a nommé, le 10 juillet 2006, M. Gaëtan Gorce, en remplacement de M. Jean Le Garrec, démissionnaire.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DES PARCS
NATIONAUX DE FRANCE

(1 poste à pourvoir)

M. le président de l'Assemblée nationale a nommé, le 27 juillet 2006, M. Charles-Ange Ginesy.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AGENCE
DES AIRES MARINES PROTÉGÉES

(1 poste à pourvoir)

M. le président de l'Assemblée nationale a nommé, le 27 juillet 2006, M. Jérôme Bignon.

ORDRE DU JOUR ÉTABLI EN CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

(Réunion du jeudi 31 août 2006)

L'ordre du jour des séances que l'Assemblée tiendra du jeudi 7 septembre 2006 au vendredi 22 septembre 2006 inclus a été ainsi fixé :

Judi 7 septembre 2006 :

Le matin, à 10 heures :

– Déclaration du Gouvernement sur la situation au Proche-Orient et la participation de la France à la mise en œuvre de la résolution 1701 (2006) adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies et débat sur cette déclaration.

L'après-midi, à 15 heures, et le soir, à 21 h 30 :

– Discussion du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (n^{os} 3201-3277-3278).

Vendredi 8 septembre 2006 :

Le matin, à 9 h 30 et l'après-midi, à 15 heures :

– Suite de la discussion du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (n^{os} 3201-3277-3278).

Lundi 11 septembre 2006 :

L'après-midi, à 15 heures, et le soir, à 21 h 30 :

– Suite de la discussion du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (n^{os} 3201-3277-3278).

Mardi 12 septembre 2006 :

Le matin, à 9 h 30, l'après-midi, à 15 heures, et le soir, à 21 h 30 :

– Suite de la discussion du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (n^{os} 3201-3277-3278).

Mercredi 13 septembre 2006 :

Le matin, à 9 h 30, l'après-midi, à 15 heures, et le soir, à 21 h 30 :

– Suite de la discussion du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (n^{os} 3201-3277-3278).

Judi 14 septembre 2006 :

Le matin, à 9 h 30, l'après-midi, à 15 heures, et le soir, à 21 h 30 :

– Suite de la discussion du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (n^{os} 3201-3277-3278).

Vendredi 15 septembre 2006 :

Le matin, à 9 h 30, l'après-midi, à 15 heures, et le soir, à 21 h 30 :

– Suite de la discussion du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (n^{os} 3201-3277-3278).

Lundi 18 septembre 2006 :

L'après-midi, à 15 heures, et le soir, à 21 h 30 :

– Suite de la discussion du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (n^{os} 3201-3277-3278).

Mardi 19 septembre 2006 :

Le matin, à 9 h 30, l'après-midi, à 15 heures, et le soir, à 21 h 30 :

– Suite de la discussion du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (n^{os} 3201-3277-3278).

Mercredi 20 septembre 2006 :

Le matin, à 9 h 30, l'après-midi, à 15 heures, et le soir, à 21 h 30 :

– Suite de la discussion du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (n^{os} 3201-3277-3278).

Judi 21 septembre 2006 :

Le matin, à 9 h 30, l'après-midi, à 15 heures, et le soir, à 21 h 30 :

– Suite de la discussion du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (n^{os} 3201-3277-3278).

Vendredi 22 septembre 2006 :

Le matin, à 9 h 30, l'après-midi, à 15 heures, et le soir, à 21 h 30 :

– Suite de la discussion du projet de loi relatif au secteur de l'énergie (n^{os} 3201-3277-3278).

CONVOCATION DE LA CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La conférence, constituée conformément à l'article 48 du règlement, est convoquée pour le **mardi 12 septembre 2006, à 10 heures**, dans les salons de la présidence.

**TEXTES SOUMIS EN APPLICATION
DE L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION**

Transmissions

M. le Premier ministre a transmis, en application de l'article 88-4 de la Constitution, à M. le président de l'Assemblée nationale, les textes suivants :

Communication du 30 juin 2006

E 3181. – Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil rectifiant la directive 2002/2/CE modifiant la directive 79/373/CEE du Conseil concernant la circulation des aliments composés pour animaux (COM [2006] 0340 final).

Communication du 4 juillet 2006

E 3182. – Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 104/2000 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits de la pêche et de l'aquaculture (COM [2006] 0233 final).

Communications du 5 juillet 2006

E 3183. – Projet de position commune du Conseil 2006/.../PESC du... modifiant et renouvelant certaines mesures restrictives imposées à l'encontre du Liberia. PESC LIBERIA 06/2006 ;

E 3184. – Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen : Vers un secteur vitivinicole européen durable (COM [2006] 0319 final) ;

E 3185. – Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CEE) n° 571/88 du Conseil portant organisation d'enquêtes communautaires sur la structure des exploitations agricoles, en ce qui concerne l'enveloppe financière pour la période 2007-2009 et la contribution communautaire maximale pour la Bulgarie et la Roumanie (COM [2006] 0344 final) ;

E 3186. – Proposition de règlement du Conseil abrogeant le règlement (CE) n° 7/2005 du Conseil arrêtant des mesures autonomes et transitoires en vue de l'ouverture d'un contingent tarifaire communautaire pour certains produits agricoles originaires de Suisse (COM [2006] 0353 final) ;

E 3187. – Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil instituant un instrument financier pour la promotion de la démocratie et des droits de l'homme dans le monde (Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme) (COM [2006] 0354 final).

Communications du 7 juillet 2006

E 3188. – Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil et à la Banque centrale européenne. – Actes de droit dérivé concernant l'euro et la Slovénie ; proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 974/98 concernant l'introduction de l'euro ; proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 2866/98 concernant les taux de conversion entre l'euro et les monnaies des États membres adoptant l'euro (COM [2006] 0320 final) ;

E 3189. – Proposition de décision du Conseil accordant une garantie communautaire à la Banque européenne d'investissement en cas de pertes résultant de prêts et de garanties en faveur de projets réalisés en dehors de la Communauté (COM [2006] 0324 final).

Communication du 13 juillet 2006

E 3190. – Proposition de décision du Conseil autorisant les États membres à ratifier, dans l'intérêt de la Communauté européenne, la convention du travail maritime consolidée de 2006 de l'Organisation internationale du travail (COM [2006] 0288 final).

Communications du 17 juillet 2006

E 3191. – Proposition de décision du Conseil relative à l'approbation, au nom de la Communauté européenne, d'un amendement à la convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (COM [2006] 0338 final) ;

E 3192. – Proposition de décision du Conseil autorisant la conclusion de l'accord visant à reconduire et modifier l'accord relatif aux activités de recherche et de développement dans le domaine des systèmes de fabrication intelligents entre la Communauté européenne et l'Australie, le Canada, les pays AELE de Norvège et de Suisse, la Corée, le Japon et les États-Unis d'Amérique (COM [2006] 0343 final) ;

E 3193. – Proposition de règlement du Conseil modifiant les statuts de l'entreprise commune Galileo figurant à l'annexe du règlement (CE) n° 876/2002 du Conseil (COM [2006] 0351 final).

Communications du 18 juillet 2006

E 3194. – Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1073/1999 relatif aux enquêtes effectuées par l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) (COM [2006] 0244 final) ;

E 3195. – Proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la Communauté européenne et la République du Cap Vert (COM [2006] 0363 final) ;

E 3196. – Communication de la Commission relative à la mise en œuvre du programme Hercule ainsi qu'à sa prolongation pour la période 2007-2013. Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil modifiant et prolongeant la décision 804/2004/CE du Parlement européen et du Conseil, du 21 avril 2004, établissant un programme d'action communautaire pour la promotion d'actions dans le domaine de la protection des intérêts financiers de la Communauté (programme « Hercule II ») (COM [2006] 0339 final).

Communications du 19 juillet 2006

E 3197. – Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 234/2004 du Conseil imposant certaines mesures restrictives à l'égard du Liberia et abrogeant le règlement (CE) n° 1030/2003 (COM [2006] 0393 final) ;

E 3198. – Proposition de règlement du Conseil instituant un instrument relatif à l'assistance en matière de sûreté et de sécurité nucléaires.

Communications du 21 juillet 2006

E 3199. – Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant l'itinérance sur les réseaux publics de téléphonie mobile à l'intérieur de la Communauté et modifiant la directive 2002/21/CE relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques (COM [2006] 0382 final) ;

E 3200. – Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques (COM [2006] 0388 final) ;

E 3201. – Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 89/391/CEE du conseil, ses directives particulières ainsi que les directives du conseil 83/477/CEE, 91/383/CEE, 92/29/CEE et 94/33/CE, en vue de la simplification et de la rationalisation des rapports relatifs à la mise en œuvre pratique (COM [2006] 0390 final) ;

E 3202. – Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant des règles communes pour l'exploitation de services de transport aérien dans la Communauté (refonte) (COM [2006] 0396 final) ;

E 3203. – Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau et modifiant la directive 2000/60/CE (COM [2006] 0397 final) ;

E 3204. – Livre vert sur le règlement des conflits de lois en matière de régime matrimonial, traitant notamment de la question de la compétence judiciaire et de la reconnaissance mutuelle (COM [2006] 0400 final).

Communication du 25 juillet 2006

E 3205. – Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 2201/2003 en ce qui concerne la compétence et instituant des règles relatives à la loi applicable en matière matrimoniale (COM [2006] 0399 final).

Communications du 26 juillet 2006

E 3206. – Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation durable des pesticides (COM [2006] 0373 final) ;

E 3207. – Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil instituant un mécanisme de création d'équipes d'intervention rapide aux frontières et modifiant le règlement (CE) n° 2007/2004 du Conseil pour ce qui a trait à ce mécanisme (COM [2006] 0401 final) ;

E 3208. – Projet de proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil, établissant un code communautaire des visas (COM [2006] 0403 final) ;

E 3209. – Proposition de décision du Conseil autorisant certains États membres à appliquer un taux réduit de TVA sur certains services à forte intensité de main-d'œuvre conformément à la procédure prévue à l'article 28, paragraphe 6, de la directive 77/388/CEE (COM [2006] 0410 final) ;

E 3103 Annexe 5. – Avant-projet de budget rectificatif n° 5 au budget général 2006 – État général des recettes – État des recettes et des dépenses par section – Section III. – Commission (SEC [2006] 0996 final) ;

E 3210. – Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen. Mise en œuvre du programme de La Haye : la voie à suivre (COM [2006] 0331 final) ;

E 3211. – Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen : Évaluer les politiques de l'Union européenne en matière de liberté, de sécurité et de justice (COM [2006] 0332 final) ;

E 3212. – Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen : Rapport sur la mise en œuvre du programme de La Haye pour l'année 2005 (COM [2006] 0333 final) ;

E 3213. – Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen, au Comité des régions et à la Cour de justice des Communautés européennes : adaptation des dispositions du titre IV du traité instituant la Communauté européenne relatives aux compétences de la Cour de justice, en vue d'assurer une protection juridictionnelle plus effective (COM [2006] 0346 final).

Communications du 11 août 2006

E 3214. – Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1207/2001 eu égard aux conséquences de la mise en place du système de cumul paneuro-méditerranéen de l'origine (COM [2006] 0361 final) ;

E 3215. – Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un protocole modifiant l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Croatie, d'autre part, sur un contingent tarifaire à l'importation de sucre et de produits à base de sucre originaires de la Croatie ou de la Communauté (COM [2006] 0377 final) ;

E 3216. – Proposition de décision du Conseil accordant une garantie de la Communauté à la Banque européenne

d'investissement en cas de pertes résultant de prêts en faveur de projets réalisés à l'extérieur de la Communauté (Europe centrale et orientale, pays méditerranéens, Amérique latine et Asie, République d'Afrique du Sud) (COM [2006] 0419 final) ;

E 3217. – Proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de la Communauté, d'un protocole additionnel à l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Roumanie, d'autre part, sur l'évaluation de la conformité et l'acceptation des produits industriels (COM [2006] 0420 final).

Communication du 23 août 2006

E 3218. – Projet d'action commune du Conseil relative à la mise en place d'une équipe chargée de contribuer aux préparatifs de création d'une éventuelle mission civile internationale au Kosovo, y compris un élément relatif à un représentant spécial de l'Union européenne (équipe de préparation MCI/RSUE) PESC KOSOVO 08/2006.

Communication du 25 août 2006

E 3219. – Position commune du Conseil concernant l'interdiction de la vente ou de la fourniture d'armes et de matériel connexe à des entités ou des individus au Liban. PESC LIBAN 2006.

Communications du 29 août 2006

E 3220. – Projet de règlement du Conseil imposant certaines mesures restrictives concernant le Liban. PESC LIBAN règlement 08/06 ;

E 3221. – Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant une procédure d'autorisation uniforme pour les additifs, enzymes et arômes alimentaires (COM [2006] 0423 final) ;

E 3222. – Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les enzymes alimentaires et modifiant la directive 83/417/CEE du Conseil, le règlement (CE) n° 1493/1999 du Conseil, la directive 2000/13/CE et la directive 2001/112/CE du Conseil (COM [2006] 0425 final) ;

E 3223. – Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif aux arômes et à certains ingrédients alimentaires possédant des propriétés aromatisantes qui sont destinés à être utilisés dans et sur les denrées alimentaires et modifiant le règlement (CEE) n° 1576/89 du Conseil, le règlement (CEE) n° 1601/91 du Conseil, le règlement (CEE) n° 2232/96 et la directive 2000/13/CE (COM [2006] 0427 final) ;

E 3224. – Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil sur les additifs alimentaires (COM [2006] 0428 final).

Communications du 31 août 2006

E 3225. – Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord sous forme d'échange de lettres relatif à l'application provisoire du protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues par l'accord entre la Communauté européenne et la République gabonaise concernant la pêche au large du Gabon pour la période allant du 3 décembre 2005 au 2 décembre 2011 (COM [2006] 0453 final) ;

E 3226. – Proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la Communauté européenne et la République Gabonaise (COM [2006] 0454 final) ;

E 3227. – Lettre de la Commission européenne du 18 juillet 2006, relative à une demande de dérogation présentée par le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord en application de l'article 27 de la sixième directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977 en matière de taxe sur le chiffre d'affaires. Système commun de taxes sur la valeur ajoutée : assiette uniforme. SG A2(2006) D/7081.

Communications du 1^{er} septembre 2006

- E 3228. – Proposition de règlement du Conseil portant retrait temporaire de l'accès de la République de Belarus aux préférences tarifaires généralisées (COM [2006] 0438 final) ;
- E 3229. – Proposition de règlement du Conseil portant abrogation du règlement (CE) n° 2040/2000 du Conseil concernant la discipline budgétaire (COM [2006] 0448 final) ;
- E 3230. – Position commune du Conseil modifiant la position commune 2005/440/PESC relative à des mesures restrictives à l'encontre de la République démocratique du Congo. PESC CONGO 2006 ;
- E 3231. – Projet d'action commune du Conseil modifiant et reconduisant l'action commune 2005/643/PESC relative à la mission de surveillance de l'Union européenne à Aceh (Indonésie) dite mission de surveillance à Aceh ou MSA. PESC SURVEILLANCE ACEH 2006.

Communications du 5 septembre 2006

- E 3232. – Proposition de décision du Conseil relative à la signature de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la Communauté européenne et la République de Corée. Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la Communauté européenne et la République de Corée (COM [2006] 0422 final) ;
- E 3233. – Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 817/2006 renouvelant les mesures restrictives instituées à l'encontre de la Birmanie/du Myanmar et abrogeant le règlement (CE) n° 798/2004 (COM [2006] 0445 final).

Communications du 6 septembre 2006

- E 3234. – Accord entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique sur le traitement et le transfert de données PNR par des transporteurs aériens au bureau des douanes et de la protection des frontières du ministère américain de la sécurité intérieure. 11900/06 ;
- E 3235. – Proposition de décision du Conseil instituant une entreprise commune pour l'ITER et le développement de l'énergie de fusion et lui conférant des avantages (COM [2006] 0458 final) ;
- E 3236. – Proposition de décision-cadre du Conseil relative à la décision européenne de contrôle judiciaire dans le cadre des procédures présentielles entre les États membres de l'Union européenne. (COM [2006] 0468 final).

Notifications d'adoptions définitives

Il résulte d'une lettre de M. le Premier ministre en date du 28 juillet 2006 qu'ont été adoptés définitivement par les instances de l'Union européenne les textes suivants :

Communication du 28 juillet 2006

- (COM [2000] 899 final 1680). – Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE (adoptée le 17 mai 2006).
- (COM [2002] 170 final, volume II, 1990). – Proposition de décision du Conseil concernant la signature, au nom de la Communauté européenne, d'un accord euro-méditerranéen d'association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République libanaise, d'autre part ; proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord euro-méditerranéen d'association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République libanaise, d'autre part (adoptée le 14 février 2006).
- (COM [2003] 379 final 2348). – Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les transferts de déchets (adoptée le 14 juin 2006).

(COM [2003] 448 final 2351). – Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures (eurovignette) (adoptée le 17 mai 2006).

(COM [2003] 439 final 2366). – Proposition de décision du Conseil sur la signature d'un accord relatif à la participation de la République tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovaquie et la République slovaque à l'Espace économique européen et de quatre accords connexes (adoptée le 6 décembre 2005).

(COM [2004] 177 final 2554). – Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant le contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE et 83/349/CEE (adoptée le 17 mai 2006).

(COM [2004] 737 final)(2773). – Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant l'octroi de licences obligatoires pour des brevets visant la fabrication de produits pharmaceutiques destinés à l'exportation vers des pays connaissant des problèmes de santé publique (adoptée le 17 mai 2006).

(COM [2004] 754 final)(2784). – Proposition de décision du Conseil relative à la signature et à l'application provisoire d'un protocole à l'accord euro-méditerranéen entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'État d'Israël, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Hongrie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque ; proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un protocole à l'accord euro-méditerranéen entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'État d'Israël, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Hongrie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République slovaque ; proposition de la Commission européenne en date du 18 novembre 2004 (adoptée le 10 avril 2006).

(COM [2004] 486 final, volume I/III 2836). – Proposition de directives du Parlement européen et du Conseil portant refonte de la directive 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 mars 2000 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et son exercice, et de la directive 93/6/CEE du Conseil du 15 mars 1993 sur l'adéquation des fonds propres des entreprises d'investissement et des établissements de crédit. – Volume I/III (ADD : volumes II/III III/III) (adoptée le 14 juin 2006).

SG (2005) D/5441 (2900). – Lettre de la Commission du 3 août 2004 relative à une demande de la République de Lituanie concernant une demande de dérogation, en application de l'article 27 de la sixième directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977 en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires (adoptée le 15 mai 2006).

(COM [2004] 272 final 2921). – Proposition de décision du Conseil et de la Commission concernant la conclusion du protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Ouzbékistan, d'autre part, afin de tenir compte de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de

- la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à l'Union européenne (adoptée le 3 octobre 2005).
- (COM [2005] 333 final 2936). – Proposition de décision du Conseil et de la Commission concernant la conclusion, au nom de la Communauté européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique, de l'accord de coopération scientifique et technologique entre les Communautés européennes, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part (échange de lettres annexé à l'accord afin que les langues des nouveaux États membres fassent foi) (adoptée le 15 mai 2006).
- SG (2005) D/8159 (2958). – Lettre de la Commission du 22 août 2005 relative à une demande de dérogation présentée par la Lituanie en application de l'article 27 de la sixième directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977 en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires (adoptée le 15 mai 2006).
- (COM [2005] 435 final 2965). – Proposition de décision du Conseil sur la signature par la Communauté européenne du traité instituant la Communauté de l'énergie. Proposition de décision du Conseil sur la conclusion par la Communauté européenne du traité instituant la Communauté de l'énergie (adoptée le 29 mai 2006).
- SG A2 (2005) D/9543 (2973). – Lettre de la Commission du 6 octobre 2005 relative à une demande de dérogation présentée par le Royaume d'Espagne, en application de l'article 27 de la sixième directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977 en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires. Système commun de taxe sur la valeur ajoutée : assiette uniforme (adoptée le 15 mai 2006).
- (COM [2005] 502 final 2979). – Proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord de partenariat entre la Communauté européenne et les États fédérés de Micronésie concernant la pêche dans les États fédérés de Micronésie (« FSM ») (adoptée le 25 avril 2006).
- (COM [2005] 692 final 3060). – Proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord de partenariat dans le secteur de la pêche entre la Communauté européenne et le Royaume du Maroc (adoptée le 22 mai 2006).
- (COM [2006] 041 final 3090). – Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'accords sous forme d'échange de lettres, d'une part, entre la Communauté européenne et la République populaire de Chine et, d'autre part, entre la Communauté européenne et les États-Unis d'Amérique ; proposition de règlement du Conseil concernant la mise en œuvre de l'accord conclu par la CE à l'issue des négociations menées dans le cadre du paragraphe 6 de l'article XXIV du GATT de 1994, modifiant et complétant l'annexe I du règlement (CEE) n° 2658/87 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun (adoptée le 20 mars 2006).
- (COM [2006] 98 final 3100). – Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1785/2003 en ce qui concerne le régime d'importation du riz (adoptée le 22 mai 2006).
- (SEC [2006] 325 final 3103-1). – Avant-projet de budget rectificatif n° 1 au budget 2006. – État général des recettes. – État des recettes et des dépenses par section. – Section III. – Commission (adoptée le 27 avril 2006).
- (SEC [2006] 490 3103-2). – Avant-projet de budget rectificatif n° 2 au budget général 2006 (adoptée le 18 mai 2006).
- (COM [2006] 114 final 3109). – Proposition de décision du Parlement européen et du Conseil concernant la mobilisation du Fonds de solidarité de l'Union européenne, en application du point 3 de l'accord interinstitutionnel du 7 novembre 2002 entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission sur le financement du Fonds de solidarité de l'Union européenne complétant l'accord interinstitutionnel du 6 mai 1999 sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire (adoptée le 27 avril 2006).
- (COM [2006] 125 3120). – Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1673/2000 en ce qui concerne l'aide à la transformation du lin et du chanvre destinés à la production de fibres ainsi que le règlement (CE) n° 1762/2003 en ce qui concerne l'éligibilité du chanvre au régime de paiement unique (adoptée le 19 juin 2006).
- (COM [2006] 147 3122). – Proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord sous forme d'échange de lettres entre la Communauté européenne et le territoire douanier distinct de Taïwan, Penghu, Kinmen et Matsu ; proposition de règlement du Conseil concernant la mise en œuvre de l'accord conclu par la CE à l'issue des négociations menées dans le cadre du paragraphe 6 de l'article XXIV du GATT de 1994 et modifiant l'annexe I du règlement (CEE) n° 2658/87 relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun (adoptée le 22 mai 2006).
- (COM [2006] 176 3135). – Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 2505/96 portant ouverture et mode de gestion de contingents tarifaires communautaires autonomes pour certains produits agricoles et industriels (adoptée le 27 juin 2006).
- (COM [2006] 198 final 3148). – Proposition de décision du Conseil portant modification de la décision 2005/231/CE autorisant la Suède à appliquer un taux d'imposition réduit sur l'électricité consommée par certains ménages et entreprises du secteur des services, conformément à l'article 19 de la directive 2003/96/CE (adoptée le 11 juillet 2006).
- (COM [2006] 204 3149). – Proposition de règlement du Conseil modifiant le règlement (CE) n° 1255/96 portant suspension temporaire des droits autonomes du tarif douanier commun sur certains produits industriels, agricoles et de la pêche (adoptée le 27 juin 2006).
- (COM [2006] 210 final 3156). – Proposition de directive du Conseil modifiant la directive 2002/38/CE en ce qui concerne la période d'application du régime de taxe sur la valeur ajoutée applicable aux services de radiodiffusion et de télévision et à certains services fournis par voie électronique. Rapport de la Commission au Conseil sur la directive 2002/38/CE du Conseil du 7 mai 2002 modifiant, en partie à titre temporaire, la directive 77/388/CEE en ce qui concerne le régime de taxe sur la valeur ajoutée applicable aux services de radiodiffusion et de télévision et à certains services fournis par voie électronique (adoptée le 27 juin 2006).
- (COM [2006] 225 final 3160). – Proposition de décision du Conseil conformément à l'article 122, paragraphe 2, du traité pour l'adoption par la Slovénie de la monnaie unique au 1^{er} janvier 2007 (adoptée le 11 juillet 2006).
- (COM [2006] 238 final 3164). – Proposition de décision du Conseil déterminant le montant du soutien communautaire en faveur du développement rural pour la période allant du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2013, sa ventilation annuelle ainsi que le montant minimal à affecter aux régions pouvant bénéficier de l'objectif « convergence » (adoptée le 19 juin 2006).

